



# La citoyenneté industrielle

## *Perspectives Sud Nord*

**Colloque à Tunis, 25-27 juin 2018**

*Coordination :*

*Amin Allal, IRMC Tunis*

*Samuel Hayat, CNRS/ CERAPS Lille*

*Karel Yon, CNRS/ CERAPS Lille*

### **Appel à communication**

La multiplication récente de protestations collectives ouvrières à travers le monde nous rappelle l'importance de l'observation des mondes ouvriers pour l'analyse politique. La fin de l'histoire, l'avènement d'une postmodernité démocratique libérée des conflits, neutralisant les contradictions socio-politiques et l'expression des groupes sociaux dominés, n'est pas à l'ordre du jour. A l'inverse, l'idée que cette expression ouvrière serait une étape vers la destruction à venir du capitalisme, brouille notre compréhension des recompositions politiques contemporaines. Ces deux tentations explicatives téléologiques opposées – la fin de l'histoire vs. le grand soir – entravent la construction d'une analyse critique et globale de la citoyenneté industrielle.

Dans ce colloque, nous proposons de revisiter la citoyenneté industrielle de façon transversale à partir de ses ancrages localisés. Cette approche offre un cadre d'observation empirique qui permet d'étudier la manière dont l'organisation du travail structure les pratiques collectives, sans être prisonnier de la coupure entre le dedans et le dehors des lieux de production. Ainsi, la citoyenneté industrielle peut être observée dans des espace-temps diversifiés, au Nord comme au Sud, dans le passé comme dans le présent, et donne l'occasion d'un dialogue entre historiens, sociologues, politistes, anthropologues, juristes ou encore économistes.

Notre objectif est de réunir une communauté de chercheu.r.se.s par-delà les clivages disciplinaires, les aires géographiques et les périodes d'étude. On privilégiera les approches qui entendent situer l'action des travailleu.r.se.s dans des descriptions denses des rapports sociaux et politiques locaux. Sur chacun des terrains, l'ambition est de rendre compte de l'inclusion des formes de citoyenneté industrielle dans diverses configurations, au-delà des seules organisations de travailleur.se.s : le

contexte juridique qui à la fois contraint et permet l'action des travailleur.se.s ; les relations économiques mises en œuvre dans les dispositifs sociotechniques de production ; les rapports sociaux de domination dans et au-delà de l'usine ; les modes d'énonciation politique inventés ou réappropriés par les travailleur.se.s.

Les propositions de communication analyseront, à partir de leurs terrains respectifs, les ressorts et contours de la citoyenneté industrielle (cf. argumentaire ci-dessous). Elles se référeront explicitement aux définitions liminaires afin d'en approfondir et d'en questionner un ou plusieurs aspects.

Les propositions, en langue anglaise, arabe ou française (la langue de travail lors du colloque sera le français), présenteront en 10 000 signes espaces compris maximum :

- L'enquête originale sur laquelle se fonde l'analyse
- Les questionnements principaux et explicitement articulés à la problématique de la citoyenneté industrielle
- Une bibliographie indicative

**Les propositions de communication seront envoyées avant le lundi 30 avril, sur la boîte : [CitindusTunis2018@gmail.com](mailto:CitindusTunis2018@gmail.com)**

## Argumentaire

Érigée par les mouvements socialistes depuis le XIXe siècle en sujet de la Révolution, du Progrès, de l'Histoire, la classe ouvrière semble avoir été emportée par la même vague démythificatrice que le « grand récit » de l'émancipation, caractéristique de la modernité. La perte de centralité des usines dans les pays occidentaux « développés », en raison de la balkanisation du tissu productif et de la nouvelle division internationale du travail (trop vite analysée comme le passage au capitalisme « post-industriel »), ont enlevé à la classe ouvrière une part de son évidence. Le développement autoritaire des pays post-coloniaux qui ont investi dans l'industrialisation comme stratégie de rééquilibrage de la balance commerciale, s'est également traduit par une marginalisation des partis communistes, qui avaient largement participé à la construction de la classe ouvrière comme sujet politique, et à l'affaiblissement généralisé des syndicats. Sur un autre plan, les luttes des femmes et des minorités racisées, tout comme les études subalternistes, ont montré que l'idée d'une classe ouvrière unifiée dissimulait les rapports de genre et de race qui traversent les mondes du travail.

Face à ces constats, ce colloque entend se tenir à distance autant de la nostalgie que de l'indifférence. Plutôt que de déplorer la fin annoncée de la classe ouvrière, ou au contraire d'en profiter pour simplement passer à autre chose, nous souhaitons explorer de nouvelles voies pour penser les sujets politiques ouvriers. À l'encontre des lectures « néo-pluralistes » qui considèrent l'identité au travail comme une identité parmi d'autres, nous partons du postulat d'une *centralité politique du travail et d'une irréductible singularité* des identités et formes d'action induites par la position de travailleur juridiquement subordonné et/ou économiquement dépendant. Sans chercher une hypothétique reconstruction d'un sujet ouvrier unifié, il s'agira de mettre en évidence des expériences nécessairement plus locales et limitées de subjectivation des travailleurs. Nous souhaitons saisir, en portant le regard au-delà de la seule usine, au-delà des seuls espaces industriels, *la pluralité des sujets politiques qui se construisent dans l'expérience du travail*. Mais pour éviter de remplacer la quête d'un sujet unique par la simple dispersion ou par le seul constat de l'infinie diversité de la réalité sociale, il faut se doter d'outils conceptuels permettant de rapprocher, de comparer, parfois d'opposer ces différentes expériences de subjectivation. Nous proposons pour cela de nous interroger, dans le cadre de ce colloque, sur la citoyenneté industrielle.

### La citoyenneté industrielle : une définition liminaire

La notion de citoyenneté industrielle ne va pas de soi. Il ne s'agit ni d'une notion émique, ni d'une notion couramment utilisée dans l'analyse des formes de subjectivation des travailleurs. À ce jour, la notion de citoyenneté industrielle a le plus souvent été abordée par les sociologues, historiens et spécialistes des relations professionnelles comme l'étude des formes de représentation et de participation formalisées des travailleurs *au sein des entreprises*. Elle s'est longtemps inscrite dans une vision normative et évolutionniste associant, dans le sillage des réflexions des Webb et de T.H. Marshall, l'essor des droits et libertés des travailleurs (de la « démocratie industrielle ») au développement du capitalisme. Nous faisons l'hypothèse que *la citoyenneté industrielle gagne à être extraite de la typologie marshallienne*, qui

en fait une sous-catégorie de la citoyenneté, pour être abordée de façon extensive et transversale.

Il s'agit avant tout de repartir de l'analogie fondatrice de cette notion, celle de la citoyenneté politique qui lie les citoyens à un Etat, pour la redéployer. *Les rapports que l'on entend saisir par l'idée de citoyenneté industrielle sont alors ceux que les travailleurs entretiennent aux institutions dans lesquelles ils s'insèrent* (l'entreprise, les autorités locales ou religieuses etc.), *en essayant de les penser par analogie avec les rapports à l'Etat*. Il ne s'agit pas de donner de ces rapports une vision enchantée, mais au contraire de s'appuyer sur les ressources que donne l'étude critique du rapport entre les Etats et « leurs » citoyens, pour enrichir le regard sur les rapports de travail et les rapports des travailleurs aux différentes autorités constituées.

Cette analogie permet de mettre en lumière trois éléments. D'abord, elle indique que *la relation de travail passe toujours par la constitution de collectifs, de communautés, de corps*. Les individus y sont certes des sujets de droit, mais toujours définis par des relations d'appartenance, à une communauté de production, mais aussi au territoire d'implantation de cette communauté, à la galaxie constituée par les chaînes de dépendance entre les travailleurs, leurs entreprises et d'autres, etc. Il y a citoyenneté industrielle dans ce premier sens que les travailleurs sont pris dans des affiliations spécifiques nées de la relation de travail et se trouvent par-là identifiés. Cela veut dire aussi que la question des bornes de cette communauté est un enjeu de pouvoir, parfois un objet de conflit, qu'il y a des formes de délimitation entre un intérieur et un extérieur. Et cela veut dire enfin que si ce corps fait communauté, c'est qu'il est ordonné par des relations d'interdépendance et par la croyance institutionnalisée, qui parcourt tout le collectif, en l'idée qu'il s'agit bien d'un corps, d'une communauté, éventuellement porteuse d'une culture propre (culture ouvrière, culture d'entreprise, culture de métier, culture « tribale » ou primordiale...).

Deuxièmement, on voudrait mettre l'accent sur le fait que les individus, membres de ces collectifs créés par la relation de travail, sont, vis-à-vis de lui et des autorités diverses qui le créent comme corps, dans *un rapport de sujets*. Ils sont des sujets en un double sens qu'ils y sont assujettis, qu'ils sont dans un rapport de sujétion aux règles de ce corps mises en œuvre par ces autorités, et qu'ils y ont une certaine « agentivité » (*agency*), c'est-à-dire qu'ils y agissent comme des sujets dotés d'une certaine capacité d'action. De ce point de vue, l'analogie de la citoyenneté industrielle ouvre vers l'étude des formes de participation, de contestation, mais aussi de représentation, de délégation, d'obligation que connaissent les travailleurs vis-à-vis de leur travail et des autorités auxquelles ils sont soumis en tant que travailleurs.

Enfin, on entend « citoyenneté industrielle » en ce troisième sens que l'on voudrait mettre l'accent sur le fait que *ces formes d'appartenance, de sujétion et de participation sont éminemment réglées, normées*. Les relations de production sont organisées par des règles de droit, des règlements intérieurs, des accords, une pratique usuelle de ces normes, parfois des coutumes. Et ces règles sont, comme dans la citoyenneté politique, à la fois le cadre et l'enjeu des relations entre travailleurs et entre les travailleurs et les autorités qui s'imposent à eux.

Cette analogie avec la citoyenneté, sert donc à saisir dans leur continuité les rapports multiples qui organisent le processus de travail et l'inclusion des travailleurs comme

groupe de sujets à la fois soumis et agissants dans une communauté de travail réglée et normée.

### **Pourquoi l'adjectif « industrielle » ?**

En cohérence avec l'hypothèse de centralité politique du travail, on pourrait entendre « l'industrie » dans un sens large, antérieur à ladite « révolution industrielle », comme l'ensemble des activités productives de valeur économique. Il s'agit cependant ici de mettre à l'épreuve une hypothèse plus circonstanciée, celle qu'il se passe quelque chose de particulier, pour les relations et l'organisation du travail, dans ces formes économiques que l'on qualifie généralement d'industrielles. Il ne s'agit pas de renouer avec l'idée d'une industrialisation comme processus homogène, calqué sur l'implantation d'usines, par exemple. Mais de s'interroger sur un certain nombre de faits qui peuvent relever du processus d'industrialisation : l'insertion du travail de production dans des chaînes d'interdépendance longues ; la dépossession des travailleurs de l'outil de production et donc des décisions d'investissement et de développement de l'activité ; le recours sinon toujours à la mécanisation du moins à des formes de division du travail qui le mécanisent ; l'asymétrie de ressources entre les communautés de travailleurs et un capital fortement concentré ; et enfin et peut-être surtout la transformation radicale du lieu d'implantation des industries qui devient un territoire massivement dédié à la production marchande.

L'hypothèse qu'il s'agit de mettre à l'épreuve des faits est que par-delà les différences historiques et géographiques fortes, *il se passe quelque chose de spécifique dans les formes de subjectivation des travailleurs face à ces dynamiques d'industrialisation*. Et c'est toute l'importance ici de la diversité des cas empiriques que ce colloque propose d'explorer, que de rendre compte des effets divers, variés, parfois contradictoires, des processus d'industrialisation d'un territoire.

Il ne s'agit donc pas de se limiter au noyau dur des travailleurs d'usine, mais de prendre au sérieux les environnements professionnels contrastés et l'ensemble des liens sociaux (familiaux, de genre, de loisir...) structurant les activités des populations qui dépendent de leur travail pour vivre.

### **Bibliographie indicative**

ALLAL Amin, Myriam Catusse, Montserrat Emperador Badimon (dir.), 2018, *Quand l'industrie proteste. Fondements moraux des (in)soumissions ouvrières*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

BEROUD Sophie, BOUFFARTIGUE Paul (dir.), 2009, *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, Paris, La Dispute.

BEININ Joel, DUBOC Marie, 2015, « The Egyptian Workers Movement Before and After the 2011 Popular Uprising », *Socialist Register* (London: Merlin Press, 2014).

BORY Anne, POCHIC Sophie (dir.), 2014, « Une crise sans précédent ? Expériences et contestations des restructurations », dossier spécial, *Travail et Emploi*, n°137-138.

BOTIVEAU Raphaël, 2014, *Negotiating Union. South Africa's National Union of Mineworkers and the end of the Post-Apartheid Consensus*, Thèse de doctorat en science politique et sociologie, sous la direction de Richard Banégas et Claudio Pellegrini, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, La Sapienza Università di Roma.

BOUASRIA Leïla, 2013, *Les ouvrières marocaines en mouvement. Qui paye ? qui fait le ménage ? Et qui décide ?*, Paris, L'Harmattan.

BOUFFARTIGUE Paul, 2008, « Précarités professionnelles et action collective. La forme syndicale à l'épreuve », *Travail et emploi*, 116, p. 33-43.

BUU SAO Doris, 2017, « Asseoir l'État : contester et instituer l'ordre extractif en Amazonie péruvienne. », *Science Po Paris*, 19 juin 2017.

CALHOUN Craig J., 1982, *The Question of class struggle: social foundations of popular radicalism during the Industrial Revolution*, Oxford, Basil Blackwell.

CAPITANT Sylvie, 2017, « Les 'populations' à l'assaut des mines : économie morale de la contestation minière au Burkina-Faso » in Michèle Leclerc- Olive (dir.), *Anthropologie des prédatons foncières. Entreprises minières et pouvoirs locaux*, Éditions des archives contemporaines, Paris.

CARU Vanessa, 2013, *Des toits sur la grève. Le logement des travailleurs et la question sociale, Bombay (1850-1950)*, Paris, Armand-Colin.

CHABANET Didier, DUFOUR Pascale, ROYALL Frédéric (dir.), 2011, *Les mobilisations sociales à l'heure du précaire*, Rennes, Presses de l'École des hautes études en santé publique, Lien social et politique.

CHAKRABARTY Dipesh, 2000, *Rethinking Working-class History: Bengal, 1890-1940*, Princeton, Princeton University Press.

CHALCRAFT, John, 2016, *Popular politics in the making of the modern Middle East*, Cambridge University Press, Cambridge.

COLLECTIF DU 9 AOUT, 2011, *Quand ils ont fermé l'usine. Lutter contre la délocalisation dans une économie globalisée*, Marseille, Agone.

COUTU Michel, MURRAY Gregor (dir.), 2010, *Travail et citoyenneté. Quel avenir ?*, Québec, Presses de l'Université de Laval.

COUTU Michel, MURRAY Gregor, 2005, « La citoyenneté au travail ? : Une introduction », *Relations Industrielles / Industrial Relations*, vol. 60, n°4, pp. 601-630.

CUKIER Alexis, 2018, *Le Travail démocratique*, Paris, PUF.

DELPECH Quentin, 2013, *Mobilisations syndicales et violences au Sud. Protester dans les usines de la sous-traitance internationale au Guatemala*, Paris, Karthala, coll. Sciences Po Aix.

DELPHY Christine, 1997, *L'ennemi principal. I, Économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse.

FIORINI Claudie, 2015, « From the Everyday to Contentious Collective Actions: The Protests of the Employees of the Jordan Phosphate Mines Company in 2011 », *Workers of the World* 1(7).

GAY Vincent, 2015, « Grèves saintes ou grèves ouvrières ? Le “problème musulman” dans les conflits de l’automobile, 1982-1983 », *Genèses*, vol., n° 98, p. 110-130.

GRIBAUDI Maurizio, 2014, *Paris ville ouvrière: une histoire occultée (1789-1848)*, Paris, La Découverte.

HANAGAN Michael P., 1980, *The logic of solidarity: artisans and industrial workers in three French towns 1871-1914*, Chicago, University of Illinois press.

JARRIGE François, 2011, « La longue agonie de la « République » des ouvriers papetiers : insubordination et normalisation au travail (France, début du XIXe siècle) », *Revue d’histoire du XIXe siècle. Société d’histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle*, n°42, p. 101- 118.

JOUNIN Nicolas, 2008, *Chantier interdit au public, enquête parmi les travailleurs du bâtiment*, Paris, La Découverte.

KATZNELSON Ira et Zolberg Aristide R. (dir.), 1986, *Working-class formation: nineteenth-century patterns in Western Europe and the United States*, Princeton, NJ, Princeton university press.

KERGOAT Danièle, 2012, *Se battre, disent-elles*, Paris, La Dispute.

LICHTENSTEIN Nelson, HARRIS John, 1996, *Industrial Democracy in America: the Ambiguous Promise*, Cambridge University Press.

MERRIMAN John (dir), 1980, *Consciousness and Class Experience in Nineteenth Century Europe*, New York, Holmes & Meier Pub.

MARSHALL Thomas Humphrey, 1950, *Citizenship and Social Class, and Other Essays*, Cambridge University Press.

MARTIN Dominique, 1994, *Démocratie industrielle. La participation directe dans les entreprises*, Paris, PUF.

MEIKSINS WOOD Ellen, 1995, *Democracy Against Capitalism*, Cambridge University Press.

MISCHI Julian, 2010, *Servir la classe ouvrière sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

MISCHI Julian, 2014, « Des paysans chez les cheminots. Sorties partielles de l’agriculture et

logiques distinctives en milieu industriel », *Sociétés contemporaines*, vol. 4, n°96, 109-136.

MISCHI Julian, 2016, *Le Bourg et l’atelier. Sociologie du combat syndical*, Marseille, Agone.

PERRIN-HEREDIA Ana, 2013, « Le « choix » en économie. Le cas des consommateurs pauvres », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 199, no. 4, 2013, p. 46-67.

PIALOUX Michel, COROUGE Christian, 2011, *Résister à la chaine. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, Marseille, Éditions Agone.

QUIJOUX, Maxime, 2017, « Les conflits du travail dans le monde aujourd'hui », *Critique internationale*, vol. 74, n°1, p. 155-161.

QUIJOUX Maxime, 2014, « Les conflits du travail. Enjeux scientifiques d'un phénomène global », *Critique internationale*, vol. 3, no 64, p. 9-16.

RENAHY Nicolas, 2015, « Le village dans l'usine. Trajectoires ouvrières et mises à distance de la hiérarchie », *Sociétés contemporaines*, vol. 3, no 99-100, p. 65-80.

RENAHY Nicolas, SIBLOT Yasmine, CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLET Olivier, 2015, « De la sociologie de la classe ouvrière à la sociologie des classes populaires », *Savoir/Agir*, vol. 4, no 34, p. 55-61.

RUBBERS Benjamin, 2006, « L'effondrement de la Générale des Carrières et des Mines. Chronique d'un processus de privatisation informelle », *Cahiers d'études africaines*, vol.1, n° 181, p. 115-133.

RUBBERS Benjamin Rubbers (dir), 2013, « Micropolitiques du boom minier », *Politique africaine*, vol. 3, n°131, p. 250.

SABEL Charles F. et ZEITLIN Jonathan (dir), 1999, *World of possibilities: flexibility and mass production in western industrialization*, Paris, Cambridge, Maison des Sciences de l'homme, Cambridge University Press.

SCALA Michele, 2018, *De l'injustice à l'action ? L'action collective des travailleurs de Spinneys au Liban*, in ALLAL Amin, Myriam Catusse, Montserrat Emperador Badimon (dir.), *Quand l'industrie proteste. Fondements moraux des (in)soumissions ouvrières*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

SCHWARTZ Olivier, 2012, *Le monde privé des ouvriers Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF.

VIGNA Xavier, 2016, *L'espoir et l'effroi : luttes d'écritures et luttes de classes en France au XXe siècle*, Paris, La Découverte.

WEBER Florence, 1989, *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, Editions de l'EHESS.

WEBB Beatrice, WEBB Sidney, 1920 (1897), *Industrial Democracy*, Londres, Longmans, Green & Co.